

## Débat sur la problématique de

### La promotion de l'emploi en Tunisie

La promotion de l'emploi décent est la pierre angulaire de toute politique de développement sur des bases inclusives et durables. Elle est à la fois une source de revenus et d'amélioration du niveau et de la qualité de vie de la population et un facteur de production et de renforcement du potentiel de croissance des nations.

La Tunisie a toujours accordé dans les plans de développement mis en œuvre depuis 1962 une importante priorité à la promotion de l'emploi se reflétant notamment à travers les politiques démographique, d'éducation et de formation et les stratégies d'investissement et de production. Mais est-ce que les résultats correspondent aux efforts déployés ? Quel est l'état des lieux de la situation de l'emploi en Tunisie ? Quels sont les problèmes et les entraves qui freinent la promotion de l'emploi décent ? Quelles seraient les stratégies et les mesures requises pour retrouver une situation de l'emploi répondant aux attentes et aux aspirations des jeunes ?

Ces aspects ont fait l'objet d'un débat organisé le mardi 2 mai par le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement sur la base d'un exposé présenté par **Abdelhamid Triki** ancien ministre du plan et de la coopération internationale et secrétaire général du Forum.

#### I. Les grandes lignes de l'exposé introductif

L'exposé présenté par le conférencier s'est articulé sur les caractéristiques du marché du travail en Tunisie, l'effet sur l'emploi des programmes actifs d'emploi mis en œuvre et les orientations susceptibles d'impulser la création d'emplois décents.

##### 1. Le marché du travail en Tunisie

#### **Inadéquation structurelle entre l'offre et la demande d'emploi**

Le marché du travail se caractérise par un déséquilibre structurel du marché du travail. par référence aux statistiques disponibles en 2018.

Globalement, la demande d'emplois s'inscrit dans une tendance baissière sous l'effet notamment de la relance de l'émigration ; la demande additionnelle d'emploi se ramène de 80 000 en 2010 à 45 000 en 2018. Mais la décélération de l'offre d'emplois est encore plus accentuée en relation avec l'important ralentissement de la croissance ; ce qui a pour conséquence le maintien du chômage à un niveau élevé, de l'ordre de 15.5 pourcent de la population active soit un taux dépassant largement celui de la plupart des pays partenaires (France : 8.8% ; Italie : 10.9% ; Allemagne : 3.6%).

Les déséquilibres sont encore beaucoup plus accentués pour le marché du travail des femmes, des diplômés du supérieur et des régions de l'Ouest.

Le taux de chômage des femmes est de 22.8 pourcent en 2018 contre 12.5 pourcent pour les hommes et ce malgré le faible niveau d'activité des femmes (moins de la moitié de celui des hommes).

Le taux de chômage des diplômés du supérieur est de près de 30 pourcent pour la population active concernée contre 10 pourcent seulement pour la population active ayant un niveau d'instruction primaire et secondaire ou analphabète qui représente 72 pourcent des actifs.

Le taux de chômage de la population active des gouvernorats de l'Ouest varie du simple au double entre le littoral et les gouvernorats de l'intérieur. Il est de 19.1 pourcent pour le Centre-ouest et de 10 pourcent pour le Centre-est.

### **Importance de l'emploi informel en Tunisie**

L'emploi informel demeure important. La population active qui ne contribue à aucun système de sécurité sociale s'élève selon le rapport de la Banque Mondiale de 2011 à 49.9 pourcent ; cela donnerait si l'on déduit la population active en chômage, une population occupée dans l'informel de 35 pourcent environ du total de la population occupée.

Par ailleurs, le dernier rapport de l'OCDE consacré à l'économie tunisienne évalue le poids de l'économie informelle à 40 pourcent du PIB, ce qui correspond au double du taux des économies en transition (20%). Ces données révèlent les efforts requis pour réduire la précarité de l'emploi et améliorer la couverture sociale de la population.

### **L'exode des compétences tunisiennes vers l'étranger**

Dans le contexte d'une économie mondialisée le marché du travail tunisien est désormais influencé, non seulement par des facteurs internes, mais aussi par des facteurs externes du fait des besoins des autres pays en termes de main d'œuvre et de compétence. La migration des compétences a pris une grande ampleur depuis 2011. L'OCDE recense environ 95 000 compétences tunisiennes qui ont quitté la Tunisie entre 2011 et 2017 pour travailler en Europe et au Canada.

L'émigration a touché pratiquement tous les secteurs d'activités économiques, qu'ils s'agissent des ingénieurs en particulier en informatique, des médecins, des enseignants du supérieur, des magistrats, des chercheurs. Cette situation, si elle permet de générer des transferts de revenus en devises pour le pays, pourrait si elle se maintient de réduire le potentiel de développement de la Tunisie.

## 2. Les politiques actives d'emploi

Les politiques actives de l'emploi visent à améliorer l'adéquation entre la formation et l'emploi et à développer l'esprit de l'entrepreneuriat.

### **Les jeunes sont la cible principale des différents programmes de soutien**

Les interventions, dans le cadre de la politique active de l'emploi, recensées par l'Inventaire de l'Emploi des Jeunes réalisé par le Bureau International de Travail en collaboration avec la direction générale de l'emploi<sup>1</sup>, visent principalement les jeunes. Elles se classent en quatre catégories.

Il y a, en premier lieu, « la formation qualifiante » qui offre une large gamme de formations postérieures visant à combler les insuffisances du système éducatif et à résoudre les problèmes liés à l'échec de la formation.

Il y a, en second lieu, « la promotion de l'entrepreneuriat » qui vise à aider les jeunes à identifier les opportunités d'investissement à travers notamment des programmes de formation en matière de gestion et de recours à des services spécialisés dans les domaines techniques et financiers.

Il y a, en troisième lieu, la catégorie des « services d'aide à l'emploi » qui aide les jeunes à accéder à l'information, les accompagne dans la recherche de l'emploi tout en leur permettant de bénéficier d'incitations financières à l'embauche.

Enfin, la quatrième catégorie offre aux jeunes demandeurs d'emploi des journées de travail dans le cadre des chantiers de travaux publics et dans certains services publics.

L'étude menée en décembre 2014 avec le Bureau International de Travail révèle que la formation en compétences générales est la catégorie la plus fréquentée par les jeunes (70% des interventions), suivie par la promotion de l'entrepreneuriat (59% des interventions).

### **La politique active de l'emploi a une portée limitée**

Les instruments de la politique active de l'emploi mis en œuvre mettent principalement l'accent sur le complément de la formation pour remédier aux défaillances de la formation

---

<sup>1</sup> Recensement systématique de toutes les interventions sur le marché du travail réalisées en Tunisie de 1987 à 2014

de base ainsi que sur la subvention de l'emploi pour réduire le coût de l'entreprise durant la première année d'embauche.

Or les obstacles à l'emploi et les causes majeures du chômage des jeunes sont beaucoup plus complexes. Ils relèvent plutôt de l'insuffisance de l'offre d'emploi, de la difficulté d'accès au financement et de la mobilité de la population à la recherche du travail.

Selon l'enquête sur la transition vers la vie active de 2013 moins de 5 pourcent des jeunes ont bénéficié des conseils sur la recherche d'un emploi et 0.4 pourcent ont été aidés pour accéder à des programmes de formation ou d'étude.

Par ailleurs, les interventions qui ont fait l'objet d'une évaluation systématique, d'une étude d'impact ou d'une évaluation coût-bénéfice donnent des enseignements significatifs qui méritent d'être pris en considération.

C'est le cas du SIVP (système d'insertion à la vie professionnelle), l'enquête menée par la Banque Africaine de Développement révèle certes que le SIVP, assimilé à un emploi subventionné qui devait avoir un effet positif sur la probabilité d'emploi des jeunes concernés et notamment les diplômés à haut risque de chômage ne cible pas suffisamment ceux qui en ont besoin ni ceux qui sont les plus touchés par le chômage et génère des gains insuffisants en termes d'emploi réduisant d'autant la justification du coût assumé par le budget de l'Etat.

L'évaluation a concerné également le programme de soutien à la création d'entreprises par les jeunes. Il s'en dégage que sur 23 000 projets financés par la Banque Tunisienne de Solidarité au cours des années 2000-2004, près de 14 000 ont survécu au moment de l'enquête en 2006 et que le principal handicap à la réussite des projets se situe au niveau du facteur financier.

### 3. La nécessaire refonte de la politique d'emploi

Les expériences internationales montrent que les programmes de la politique active de l'emploi ont un impact positif limité et qu'ils ne constituent pas la panacée contre le chômage à grande échelle. En outre, la partie la plus importante du budget des politiques actives du marché du travail concerne les salariés.

En fait, l'emploi est la résultante d'une multitude de politiques qui affectent l'offre et la demande de travail. Les interventions pour l'emploi des jeunes doivent être harmonisées avec ces politiques et en faire partie, sinon elles ne seront que de simples palliatifs.

Des solutions à long terme exigent des réformes plus profondes du marché du travail. Elles requièrent notamment la refonte du système éducatif, le développement de l'infrastructure et de la logistique, l'amélioration de l'environnement commercial, la transformation structurelle de l'économie, la modification du cadre législatif et des institutions, le rapprochement des conditions de travail des secteurs public et privé et le développement du secteur privé.

Ce sont autant de chantiers que le pays doit absolument ouvrir pour dégager les stratégies, les politiques et les programmes susceptibles d'améliorer l'environnement d'investissement, de production, de création d'emplois et de réduction des disparités.

## **II. Principales conclusions et recommandations du débat**

Les débats tenus à l'issue de l'exposé introductif présenté par le conférencier ont concerné tous les aspects de la problématique de l'emploi à la lumière des enseignements tirés du processus de développement de la Tunisie et des success stories dans le monde. Les principales conclusions et recommandations qui s'en dégagent se récapitulent dans les développements qui suivent.

### **1. Le taux de chômage demeure particulièrement élevé pour les jeunes, les femmes et dans les gouvernorats de l'Ouest et du Sud**

Le taux de chômage se maintient pour la quatrième année consécutive à un palier élevé de 15 à 15.5 pourcent de la population active, soit un niveau dépassant de plus de 5 points le taux des pays de l'OCDE et des économies émergentes avec d'importantes disparités accentuant d'autant son acuité.

En effet, le chômage des jeunes (âgés de 15 à 24 ans) est de l'ordre de 33 pourcent, soit plus que le double du taux global, bien que beaucoup d'entre eux ont dû occuper des emplois dans le secteur informel, faiblement rémunéré et dépourvu de couverture sociale.

Le chômage des diplômés du supérieur est désormais structurel. Il touche 30 pourcent de la population active pour la troisième année consécutive. Il n'est plus constitué, comme par le passé, essentiellement de diplômés de lettres, d'histoire, de géographie ou d'affaires religieuses. Il concerne, désormais, pour plus de 70 pourcent d'entre eux, des jeunes qui ont suivi des disciplines pouvant avoir un haut degré d'employabilité, à l'instar des techniciens supérieurs, des maitrisards ou des diplômés de troisième cycle en droit, en économie, en gestion et en sciences exactes.

La femme, dont les droits politiques et économiques n'ont cessé d'être réaffirmés depuis l'indépendance faisant de la Tunisie une exception dans le monde arabe, est la plus touchée

par le sous-emploi, le chômage et la précarité bien que son taux d'activité soit particulièrement faible, de l'ordre de 28 pourcent en 2018, contrastant avec un taux de scolarisation, tous niveaux confondus, dépassant de 10 points celui du genre masculin (respectivement 71% et 61%)<sup>2</sup>.

Enfin, la situation de l'emploi continue à être préoccupante dans les gouvernorats de l'Ouest et du Sud. Les mêmes tendances demeurent avec des taux de chômage allant du simple au double entre les régions du littoral et celles de l'intérieur ; ce qui constitue une source de frustration et surtout d'occasions perdues pour le développement de ces régions.

## **2. La solution du problème de l'emploi requiert nécessairement une approche globale, multidimensionnelle**

Les participants au débat considèrent que le problème du chômage se focalise principalement au niveau des diplômés du supérieur et que la véritable solution à ce problème réside, fondamentalement, dans le renforcement de la capacité du pays à créer davantage de richesses. En l'absence d'une augmentation conséquente de l'offre, les mécanismes de la politique active n'ont qu'un effet très limité ; ils peuvent même être contre-productifs.

Sur ce plan, il faut rappeler que le tissu économique tunisien est dominé largement par la micro entreprise à caractère familial n'offrant pas suffisamment d'attrait pour les jeunes, en particulier pour les diplômés d'entre eux en quête de sécurité d'emploi et de plans de carrières. Les entreprises ayant moins de 10 salariés représentent 98.3 pourcent du total des entreprises en activité en Tunisie en 2017<sup>3</sup>.

Beaucoup de jeunes acceptent aujourd'hui le chômage ou l'emploi informel tout en se déclarant chômeur en attendant d'être recruté, sous la pression sociale, par le secteur public, ou d'avoir la possibilité, compte tenu de sa compétence, d'être recruté par les grands groupes tunisiens et étrangers.

Or, le secteur public souffre d'un important sureffectif obérant d'autant sa capacité de financement, l'amenant à augmenter les taux d'imposition, à recourir à l'endettement et à encourager une partie de ses employés à quitter le secteur public pour s'installer à leur propre compte.

Les grandes entreprises du secteur privé ouvrant d'intéressantes perspectives de recrutement pour les sortants des universités sont, de leur côté, en nombre limité. Le Répertoire National des Entreprises publié en 2018 par l'INS évalue le nombre d'entreprises

---

<sup>2</sup> Etudes économiques de l'OCDE Tunisie 2018

<sup>3</sup> Edition 2018 du Répertoire national des entreprises (INS)

ayant un effectif de 200 salariés et plus à 857 en 2017, ce qui correspond à 1.1 pourcent du total des entreprises. Le total des salariés au niveau de cette catégorie d'entreprises a, en outre, faiblement évolué entre 2010 et 2017, passant de 423 mille en 2010 à 444 mille en 2017 ce qui correspond à une augmentation annuelle moyenne à peine de 0.7 pourcent.

L'emploi, étant la résultante de l'activité, le seul choix qui s'impose pour réduire l'acuité du problème du chômage est d'amplifier l'effort d'investissement dans les activités à fort contenu d'emploi pour les sortants des universités et des centres de formation professionnelle. Cela doit se faire dans le cadre de la micro et petite entreprise mais aussi dans le cadre de la moyenne et de la grande entreprise en tant que locomotives ayant la capacité d'innover, de tisser des relations de partenariat avec l'extérieur, d'être des donneurs d'ordre à des centaines de sous-traitants dans le cadre de l'économie des réseaux.

Pour cela, Il faut reconnaître qu'il y a, aujourd'hui, de nombreux obstacles qui freinent l'investissement et donc, par voie de conséquence, les créations d'emplois décents bénéficiant de couverture sociale et de possibilités de promotion.

Ils concernent les prestations fournies à l'entreprise (transport, entreposage, manutention, certification, accréditation, règlement des différends, fourniture des services électricité-eau-gaz), les obligations auxquelles les entreprises sont soumises notamment en matière d'accès au crédit bancaire, de fiscalité, de sécurité sociale et de réglementation du travail. Ils se rapportent aussi aux retards pris en matière de développement de l'infrastructure et d'aménagement de zones économiques ainsi qu'en matière de valorisation des ressources humaines suivant les standards internationaux.

Le manque de visibilité, les tiraillements politiques et les tensions sociales altèrent également le climat des affaires et entretiennent l'attentisme et la temporisation dans le lancement de nouveaux projets.

Les conséquences en sont un faible niveau d'investissement global avec un taux d'investissement se ramenant d'une moyenne de 24 pourcent durant la période 2006-2010 à une moyenne de 20 pourcent pour les années 2014-2018, sous-tendant particulièrement une forte tendance à la baisse de l'investissement de l'entreprise<sup>4</sup> ( 8.8% du PIB en 2016 contre 12.2% en 2010 et 14% en 2000)

Les réformes et les restructurations requises sont connues. Elles ont été identifiées dans le cadre du plan de développement et confirmées dans les rapports des organismes internationaux.

---

<sup>4</sup> Source : Etudes économiques de l'OCDE Tunisie 2018

Certaines d'entre elles ont été certes adoptées, à l'instar de la réforme de la sécurité sociale, de la loi sur les startups, du code des investissements et de la suppression des autorisations préalables ; ce qui est en soi positif même si les retards dans leur mise en œuvre affectent leur rendement.

Beaucoup d'autres doivent être, cependant, relancées. Elles concernent, notamment, la maîtrise du marché parallèle facteur de concurrence déloyale, la politique de subvention source de gaspillage et de distorsion, la réforme de l'administration compte tenu du lourd fardeau bureaucratique assumé par l'entreprise, celle des entreprises publiques dont l'endettement a atteint un niveau alarmant, la politique de change qui devient contreproductive, les grands projets d'investissement qui font l'objet d'une importante compétition dans le monde pour les attirer ainsi que la restructuration des banques publiques compte tenu de l'importance des créances accrochées.

L'amélioration du climat d'investissement requiert, par ailleurs, outre la restructuration du système d'enseignement et de formation dans le sens d'une meilleure adéquation avec les besoins du marché du travail, un renforcement important de l'infrastructure structurante compte tenu des importants retards enregistrés au niveau de la réalisation d'une nouvelle génération de projets pour améliorer la logistique à l'instar du port en eau profonde et des zones logistiques compte tenu des gains significatifs qui pourraient en résulter au niveau de la productivité des entreprises

### **3. Une hiérarchisation des priorités de la Tunisie s'avère impérieuse dans le contexte actuel pour accélérer les créations d'emploi**

La Tunisie a, plus que jamais, besoin de relancer fortement l'investissement pour créer une nouvelle dynamique de création d'emplois et une plus grande marge de manœuvre pour assumer le coût des réformes, réellement incontournables pour passer à un palier supérieur de développement sur des bases inclusives et durables.

**3.1- Deux secteurs** peuvent, à ce stade, assumer un rôle fortement entraînant, tirant les autres secteurs vers le haut et favorisant une nouvelle dynamique porteuse d'espoir pour le rétablissement de la confiance : Ce sont le secteur de la digitalisation qui constitue un puissant levier à l'accélération des créations d'emplois et le secteur du tourisme qui est en mesure d'être un important vecteur générateur de devises tout en étant fortement créateur d'emplois directs et indirects.

## **La numérisation un puissant levier à l'accélération des créations d'emploi**

La numérisation offre de formidables opportunités par passer à une vitesse supérieure en matière de création de richesses et de création d'emplois à forte valeur ajoutée.

Elle constitue la panacée pour remédier à la lourdeur de l'administration qui occasionne aujourd'hui des surcoûts à l'entreprise estimés à 13 pourcent de la valeur des ventes. Elle offre aux banques d'importantes possibilités pour mieux évaluer les risques, se rapprocher de sa clientèle et développer ses relations au niveau international.

Grâce à la digitalisation, des centaines de nouveaux métiers pourraient s'ajouter à la nomenclature des activités, ce qui permettra de créer des milliers de nouveaux emplois décents, relativement bien rémunérés, en faveur des jeunes diplômés dans les TIC mais aussi dans les autres disciplines.

Grâce à la généralisation de la couverture internet haut débit, le handicap dont souffrent les régions de l'intérieur du fait de la faiblesse de l'infrastructure notamment en matière des transports pourra être, en partie, surmontée ; ce qui permettra de lancer de façon compétitive, d'importantes activités dans les technologies de l'information et de la communication, ouvrant de nouveaux horizons au développement inclusif de ces régions.

Tous les secteurs seraient concernés : l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les transports, la santé, l'éducation...

Tous les sortants des universités pourraient avoir des horizons totalement différents en matière d'intégration dans la vie professionnelle car le développement de l'économie numérique et des activités sous-jacentes n'impliquent pas seulement les ingénieurs et les techniciens dans les logiciels et les programmations mais aussi les diplômés dans les sciences humaines, les sciences juridiques et économiques et les sciences exactes moyennant, si nécessaire, des compléments de formation pour des durées limitées.

Les gains de productivité qui en résulteraient sont appréciables, pouvant dépasser 10 pourcent, améliorant d'autant la compétitivité des différents secteurs économiques et l'image de la Tunisie en tant que site attrayant à l'investissement dans des activités à forte valeur ajoutée.

**C'est pourquoi, tous les efforts doivent être déployés pour faire de la numérisation une cause nationale au profit de laquelle convergeraient les différentes politiques allant de l'enseignement, de la recherche scientifique, de l'aménagement du territoire aux mécanismes de financement et de coopération internationale.**

Dans l'attente de l'élaboration d'une stratégie globale précisant les programmes à engager, les étapes à envisager et les mécanismes de suivi à mettre en œuvre, une attention particulière doit être accordée aux propositions dégagées dans le débat organisé en mars dernier par le Forum Ibn Khaldoun et qui concernent pour ne récapituler que quelques unes d'entre elles :

- ▮ La généralisation de la couverture internet haut débit de l'ensemble du territoire concomitamment à l'adoption d'une politique tarifaire incitative pour l'ADSL haut débit en faveur des régions de l'intérieur
- ▮ L'accélération de l'administration électronique par la généralisation des prestations en ligne pour simplifier les procédures, réduire les délais et les coûts des prestations et leur conférer davantage de transparence et d'efficacité.
- ▮ La multiplication des plateformes d'incubation avec l'appui des banques, des fonds d'investissement et des technopoles pour renforcer et accélérer le processus de création d'entreprises innovantes pour les jeunes sortants des universités et des centres de formation professionnelle.
- ▮ L'assouplissement des procédures de change pour faciliter l'acquisition de logiciels, l'abonnement dans les revues et les sites spécialisés et inciter les startups à s'installer en Tunisie au lieu de se faire héberger à l'étranger pour contourner les rigidités en matière de change.

### **La promotion du tourisme un enjeu capital pour la Tunisie**

La situation de la balance des paiements constitue, de nouveau, une importante entrave risquant de freiner sérieusement la relance de l'investissement et des créations d'emplois.

Le ralentissement de l'effort de recherche et de prospection dans le secteur des hydrocarbures en raison notamment des tiraillements politiques et des tensions sociales a entraîné une baisse de la production et un important alourdissement de la facture énergétique en devises.

Le déficit de la balance commerciale des hydrocarbures (pétrole et gaz) est passé de 484 millions de dinars en 2010 à 6 179 millions de dinars en 2018 soit 6 pourcent du PIB, aggravant d'autant le déficit courant de la balance des paiements. Et tous les scénarios

envisageables d'ici l'horizon 2024 laissent prévoir un maintien de cette hypothèque, malgré l'entrée en production du permis « Nawara » et l'accélération des programmes d'économie d'énergie et d'énergie renouvelable.

A cet égard, le tourisme offre de formidables opportunités en matière de rentrées de devises, et de création d'emplois directs et indirects. Une dépense moyenne par touriste retrouvant le niveau atteint en euros de l'année 2000 aurait permis, sur la base des entrées des touristes, d'engranger des recettes additionnelles de 1300 millions d'euros en 2018, ce qui permettrait de couvrir les trois-quarts du déficit en devises de la balance énergétique et de modifier de façon significative le paradigme du processus du développement.

Certes, la Tunisie paraît être sur le bon chemin au vu des résultats de l'année 2018 qui enregistre un accroissement du nombre de touristes de 17 pourcent et le total des recettes de 25 pourcent en euros. L'effort requis pour retrouver les performances du secteur du début des années 2000, demeure cependant très important et requiert une forte volonté pour aller de l'avant :

- ▮ Pour rénover le parc hôtelier formé, pour une bonne partie, d'unités vétustes ou faiblement entretenues, exploitées par un personnel, souvent occasionnel, n'ayant pas toujours la formation requise, attirant une clientèle à faible propension de dépenses.
- ▮ Pour diversifier l'offre touristique de manière à étaler la saison touristique en mettant l'accent sur le tourisme de congrès, en accentuant fortement la tendance des dernières années en matière de développement du tourisme médical, de gîtes ruraux et de maisons d'hôtes.
- ▮ Pour valoriser les musées, les sites archéologiques, les médinas et les monuments historiques en les insérant dans un environnement répondant aux standards internationaux notamment en matière de propreté et de connexions.
- ▮ Pour repenser profondément le transport aérien en faisant de l'Open-Sky et la mise à niveau des aéroports un puissant levier pour l'essor du tourisme de qualité et la fidélisation de la clientèle.
- ▮ Pour relancer l'investissement touristique en développant de nouvelles capacités d'hébergement, de restauration et d'animation conformes aux standards internationaux tout en veillant à leur donner une touche locale.

- ▮ Pour développer l'artisanat, secteur aujourd'hui en difficulté, en essayant de faire la jonction entre le savoir-faire millénaire des artisans et l'esprit d'innovation des artistes tunisiens notamment de la part des diplômés des écoles supérieures des beaux-arts et de Design.
- ▮ Enfin pour renforcer les programmes de préservation de l'environnement dans les villes et campagnes qui constituent une composante principale de la politique de développement durable et un atout supplémentaire appréciable en faveur de l'essor du tourisme de qualité.

Tous les secteurs et toutes les régions sont concernés par l'essor du tourisme du fait de l'importante intégration économique de ce secteur et de la large « délocalisation » des lieux et des sites d'intérêt touristique. Les retombées seront importantes non seulement au niveau de la balance des paiements mais aussi sur la création d'emplois permanents tout au long de l'année grâce à la diversification du produit.

**3.2- Une démarche** est préconisée pour prendre en compte l'urgence de la relance de la production et de l'emploi tout en maintenant l'endettement public raisonnable en mettant l'accent dans cette étape sur l'attraction de l'Investissement Direct Etranger et la promotion du partenariat public-privé.

#### **Les IDE un important adjuvant à l'effort national en matière de création d'emploi**

Les efforts déployés en matière d'attraction des IDE ont permis l'implantation en Tunisie dans les activités hors énergie et hors secteur financier de 3455 entreprises à capitaux étrangers ou tuniso-étrangers à fin 2017 permettant la création de 376 mille emplois.

Les flux des IDE ont connu cependant au cours des dernières années une tendance baissière accentuée par le ralentissement des investissements d'exploration et de recherche pétrolière sous l'effet des tiraillements politiques et des tensions sociales. Le taux des IDE par rapport au PIB a été en moyenne de 4.2 pourcent (hors privatisation) au cours de la période 2006-2010 ; il a été ramené à une moyenne de 2.3 pourcent au cours de période 2014-2018.

Il importe absolument de renverser cette tendance compte tenu des retombées rapides de cette catégorie de capitaux pour créer de la richesse avec un fort contenu d'exportation et créer des emplois décents tout en préservant les équilibres extérieurs.

A cet effet, de vastes campagnes doivent être menées pour la promotion de la Tunisie en tant que site compétitif d'investissement dans les activités à forte valeur ajoutée aussi bien auprès des pays partenaires traditionnels qu'en direction des économies émergentes à l'instar de la Chine qui a un important potentiel d'investissement à l'étranger. Concomitamment, la politique d'accompagnement et de soutien des investisseurs étrangers qui ont l'intention d'investir en Tunisie doit être particulièrement renforcée. Et les programmes d'aménagement des zones industrielles suivant les standards internationaux doivent être accélérés. L'adoption du projet de loi relative à l'urgence économique pourrait être, à cet égard, un important accélérateur à l'attraction des grands projets à forte valeur ajoutée en Tunisie en particulier dans les zones de développement régional.

### **Le partenariat public-privé un accélérateur de la croissance et des créations d'emploi**

De nombreux pays ont recouru au partenariat public-privé en tant que troisième voie pour rénover et développer leurs infrastructures dans des délais courts pour répondre aux besoins des entreprises en services publics de qualité.

Les besoins de la Tunisie en matière de réalisation d'une nouvelle génération d'infrastructure dépassent de loin les possibilités de financement du secteur public. Une quinzaine de projets en partenariat-public-privé pour un coût de plus de 7 milliards de dinars sont programmés dans le cadre du plan de développement et ont été présentés lors de la conférence internationale pour l'investissement Tunisie 2020 organisée en novembre 2016. Ils concernent notamment l'infrastructure portuaire, routière, hydraulique et énergétique ainsi que les zones logistiques.

Un tel engagement, sous réserve de la stricte application des bonnes pratiques internationales et des garanties en matière de qualité des ouvrages construits et des services fournis, permettrait de créer une nouvelle dynamique du fait de ses effets multiplicateurs ; ce qui changerait totalement la perception de l'image de la Tunisie économique et accroîtrait d'autant les opportunités d'investissement et de création d'emplois.

### **III. Conclusion**

Le problème d'insertion sur le marché du travail est de plus en plus complexe du fait des importantes mutations technologiques dont aucun pays ne peut être à l'abri. Des centaines de métiers disparaissent chaque année et des centaines de nouveaux métiers, difficilement prévisibles, se créent.

C'est pourquoi, l'adéquation entre la formation et l'emploi ne peut être qu'un processus continu. Il y a une formation de base assumée par le système d'éducation et d'enseignement

qui développe l'aptitude à acquérir les connaissances et les compétences requises. Il y a une formation continue d'adaptation à l'évolution du marché et aux contraintes de l'entreprise qui doit être systématiquement recherchée avec l'appui des supports techniques et pédagogiques de plus en plus perfectionnés.

C'est pourquoi aussi l'enjeu qui se pose aujourd'hui n'est pas de multiplier les mécanismes de soutien dans le cadre de la politique active de l'emploi ou d'accroître davantage les possibilités de recrutement du secteur public qui demeure dans l'inconscient collectif comme le « pourvoyeur suprême d'emplois décents » compte tenu des différentes garanties qu'il offre. Le pays ne pourra dans ce cas que s'enliser davantage dans l'impasse.

Le véritable défi qui se pose, et qui doit susciter l'adhésion de tous, à l'effet d'ouvrir réellement de nouvelles et importantes perspectives en faveur des jeunes, consiste à résorber les goulots, développer l'esprit d'initiative, libérer les énergies pour investir plus et mieux, pour exploiter les formidables opportunités qu'offre la mondialisation et la révolution technologique en matière de communication pour créer la richesse et améliorer le niveau et la qualité de vie.

Pour y parvenir, une nouvelle génération d'infrastructure est nécessaire. Un système d'éducation et de formation plus performant doit être constamment recherché. Un cadre légal réglementaire et institutionnel revisité s'impose. Une nouvelle démarche de pénétration des marchés extérieurs basée notamment sur la communication virtuelle est requise. Des stratégies sectorielles prenant en considération les avantages comparatifs que la Tunisie peut faire prévaloir du fait de son potentiel humain et de sa position géographique pourraient être un important accélérateur à la création de la richesse et à l'amélioration des revenus et de la qualité de la vie.

C'est, en fait, la voie suivie par de nombreux pays pour faire face au problème de l'emploi et pour accéder à des paliers supérieurs de développement et que la Tunisie a intérêt à s'y engager, fortement, résolument et sans tarder, pour réinsérer l'économie tunisienne dans un cercle vertueux de croissance et d'emplois sur des bases durables et soutenables.

**Forum Ibn Khaldoun le 20 mai 2019**

**Mots clés :** Débat sur l'emploi en Tunisie, la problématique de l'emploi en Tunisie. Forum Ibn Khaldoun

[Présentation PowerPoint de Abdelhamid Triki à télécharger](#)